

**CIBLE**

**Lagarde**

**T**ous aux abris ! Co-responsable de la destruction de la Grèce, le Fonds Monétaire International est arrivé en Espagne pour « une mission de suivi » d'un secteur bancaire qui, comme chacun sait, a réussi l'exploit de s'auto-liquider et d'entraîner le pays dans une crise sans précédent.

Le FMI est connu pour la violence de ses méthodes, toutes puisées dans le catéchisme ultra-libéral. Dans un entretien publié par *Le Figaro*, Christine Lagarde a résumé l'idéologie et les recettes de l'organisation qu'elle dirige en trois phrases qu'il faudra relire dans un an : « *un des signes avant-coureurs du succès de cette approche [la dévaluation interne dans la zone euro] est la reprise des exportations. En faisant baisser les prix des facteurs de production, en particulier le prix du facteur travail, on espère rendre le pays plus compétitif. [...] On le voit déjà un peu au Portugal, en Espagne, et on commence à le voir un peu en Grèce* ».

Christiane Lagarde nous ment, ou se ment à elle-même. Ce qu'on « voit déjà », dans les pays victimes de l'euro, ce sont les effets insupportables des pactes de misère imposés par les gouvernements.

**AFGHANISTAN**

# Pourquoi l'échec américain

ArcelorMittal

**Il faut  
nationaliser**

p. 4

Idées

**Les gauches  
françaises**

p. 9

# De quoi l'émir se mêle... ou le marquis de Q(atar)abas

**Dans son Chat botté Charles Perrault brocarde la boulimie d'acquisitions d'un gentilhomme de Touraine. « À qui ces champs, ces vignes, ces bois, ces troupeaux ? » demande le visiteur. « Au marquis de Carabas, not' maître », répond le chat. Perrault peut revenir broder sa fable en France actuelle.**

**A** qui sont les sièges de *Virgin* sur les Champs-Élysées, du *Figaro* boulevard Haussmann, de *Cartier* à la Madeleine ? À qui les palaces *Martinez* à Cannes, *Palais de la Méditerranée* à Nice, *Concorde Lafayette*, *Opéra* et *Hôtel du Louvre* à Paris ? À qui, dans la défense et la presse, 12,8 % à 26 % de Lagardère, dans l'énergie et les services, une part de *Veolia environnement* et *Suez*, dans le BTP de *Vinci*, dans le luxe de *LVMH*, le *Tanneur*, *Tiffany*, de *CMA CGM*, *Areva*, *Total* (3 %), *Vivendi* (2 %) ? Qui attend à la porte de *EADS* et d'*Airbus industrie* ? Et qui transporte officiellement le Tour de France et ajoute son nom au *Prix de l'Arc de Triomphe* depuis 2008 ?

En bon attaché de communication, le chat botté répondra : « À l'émir du Qatar, au cheikh Hamad bin Khalifa al-Thani, not' maître et bienfaiteur universel ! »

Tant il est vrai que ce principauté qui accueillit Jacques Chirac neuf fois en visite officielle, confia la formation de sa police à Nicolas Sarkozy et présida à son côté au défilé du premier 14 juillet de son quinquennat avant d'être reçu par François Hollande président, submerge notre économie de ses largesses.

Son minuscule État dont les voisins n'apprécient pas l'émancipation, est une oligarchie à faire rêver nos ultralibéraux - 200 000 nationaux servis par 1 600 000 Indiens, Philippins, Sri-Lankais et autres supplétifs - pratiquant une diplomatie à têtes multiples.

Médiatiquement, Al-Jazira, sa chaîne de télévision internationale, constitue un levier d'influence essentiel sur les opinions, et un fameux organe de liaison dans la grande diaspora arabe.

Politiquement, on a vu l'effet de nos offices qataris en Libye pour les infirmières bulgares, en 2008 au Liban,

dans les accords de paix Soudan-Tchad signés à Doha en 2009, dans la reconnaissance du CNT libyen, l'appui à Ennahdha en Tunisie, l'accueil de la représentation internationale des talibans afghans, et sa capacité d'entraînement sur la Ligue arabe. Et, du même coup, la connivence avec Ennahdha, les salafistes du Nord Mali et les djihadistes en Syrie...

Mais commercialement, comment faire oublier aux Occidentaux que le PIB par habitant est au Qatar de 79 000 euros, la croissance de 20 % par an, que ce premier exportateur de gaz naturel liquéfié est aussi le premier investisseur de la planète et, pour la France, un client savoureux dans l'atonie actuelle ? Qui cracherait sur les bénéfices des marchés d'équipement militaire ou ceux escomptés des 140 milliards de dollars de la Coupe du monde de football prévue là-bas en 2022 ? En échange de quoi, notre bienveillance fiscale exonère les plus-values immobilières et

gains en capital réalisés par le Qatar quant aux biens détenus en France et exempte ses résidents d'ISF pendant cinq ans.

Ce favoritisme réciproque serait touchant s'il n'en était venu à frôler les liaisons dangereuses. Car, à l'instigation de l'*Association nationale des élus locaux pour la diversité*, voici que la providence qatarie se penche sur nos problèmes sociaux. Annoncé en décembre 2011, la création d'un fonds qatari de 50 millions d'euros « destiné à financer des projets portés par des habitants de banlieues françaises » avait inspiré l'approbation de Claude Guéant (1) : « Je trouve que l'effort du Qatar, qui est un pays riche, de participer à la résolution de problèmes que rencontrent les communes de banlieue est un effort salutaire... Tous les crédits sont à prendre dès lors qu'ils ne s'accompagnent pas d'exigences particulières. »

Mis en sommeil pendant la période électorale ce plan vient de recevoir l'aval du gouvernement sous réserve qu'il s'agira d'un fonds franco-qatari avec une participation de l'État et d'investisseurs privés français. Mais l'émirat vient de porter sa mise à un milliard d'euros... quelle sera la participation de l'État ? Un cheval, une alouette ?

Ainsi, derrière les beaux discours sur les banlieues, sur l'égalité, sur les politiques de la ville, la République admet son échec à organiser de façon active tous les territoires de la nation et appelle à l'aide un pays étranger dont les intentions sont pour le moins équivoques.

**Luc de GOUSTINE**

(1) Déclaration du 23 janvier en visite à Mantes-la-Jolie (Yvelines) avec Jeannette Bougrab.

**royaliste**  
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : De quoi l'émir se mêle... - p.3 : L'art de l'esquive - p.4 : Le plan Mittal - p.5 : Le facteur K - p.6/7 : Les sept piliers de la bêtise - p.8 : Vivre en étant vu - p.9 : Les gauches françaises selon Jacques Julliard - p.10 : Serbie - Le zombie nous parle - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Trois exigences.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (50 €)     soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# L'art de l'esquive

**Comment ne rien décider sur l'essentiel tout en faisant mine d'agir avec célérité ? Avec la complicité des grands médias, les oligarques de gauche excellent dans l'art de l'esquive.**

La zone euro est à l'agonie, le peuple grec est sacrifié sous nos yeux, les Espagnols et les Portugais sont à bout, la France est au bord de la récession mais le président de la République et le gouvernement vaquent à leurs occupations comme si de rien n'était. Pourtant, François Hollande est régulièrement informé de la catastrophe en cours et semble certains jours conscient de la gravité de la situation !

**Nous savons pourquoi les dirigeants socialistes ne font rien** : peur de l'action unilatérale, peur de la réaction de la chancelière allemande, peur de déplaire au *Monde* et à *Libération*, peur de fâcher le patronat... **Mais comment arrivent-ils à ne rien faire**, par quels moyens le chef de l'État et les principaux ministres se débrouillent-ils pour ne prendre aucune décision salvatrice malgré les avertissements qu'ils reçoivent : montée du chômage, sondages déplorables, stagnation économique ? Sans prétendre dresser la liste complète des esquives possibles, je voudrais signaler quelques procédés utilisés par les oligarques et leurs conseillers en communication.

**Soigner ses éléments de langage**, c'est-à-dire la propagande officielle. Face à la demande de référendum, on affirme que les Français n'ont pas donné mandat au président de la République puisqu'il

avait dit dans sa campagne qu'il ne consulterait pas les Français. Le procédé avait été utilisé par Nicolas Sarkozy lors de la ratification parlementaire du traité de Lisbonne. Bien sûr, Nicolas Sarkozy et François Hollande semblent ignorer que le mandat impératif est proscrit. Le premier a oublié qu'il n'avait pas annoncé dans sa campagne la réintégration dans l'Otan ; le second avait promis de renégocier le pacte budgétaire. Les deux se sont moqués des électeurs.

**Annoncer qu'on va faire des choses formidables** pour mieux cacher son inertie. Nicolas Sarkozy qui avait claironné son opposition au capitalisme financier s'est ingénié à protéger les banques ; François Hollande fait savoir que l'Europe est en train de prendre un tournant historique alors que le nouveau traité traduit une fois de plus l'obsession de l'équilibre budgétaire qui règne à Berlin et à Bruxelles.

**Faire un pas en avant et deux en arrière** est une technique éprouvée, qui sera utilisée tout au long de la discussion budgétaire : le gouvernement reculera devant les groupes de pression les mieux organisés. Par exemple les *Pigeons*, ces entrepreneurs sur la Toile qui ont fait plier Bercy en moins de deux.

**S'entourer de conseillers qui représentent ou respec-**

**tent les intérêts dominants** et suivre leurs avis surtout quand ils disent qu'il ne faut rien changer aux habitudes. Bien sûr, il faut aussi recevoir quelques personnages déviants, afin de les charger d'un rapport. On peut aussi les nommer dans un comité d'experts où ils seront étouffés par le conformisme ou encore leur donner une mission. Il n'est pas utile de lire le rapport - on demande une note sur le rapport à un conseiller - et on peut prendre la décision de ne rien faire avant que la mission n'ait déposé ses conclusions.

**Pratiquer chaque jour la religion du consensus** : consensus des économistes (comme s'il n'y avait pas parmi eux des orthodoxes et des hétérodoxes), consensus des dirigeants de la zone euro, consensus des gens qui disent qu'il est prudent d'attendre. La religion du consensus est riche en miracles : la confiance qui revient dans un climat hyperdépressif ; la croissance qui redémarre alors qu'on est sur le chemin d'une récession majeure ; l'embellie dans les sondages à la suite d'une prestation de Jean-Marc Ayrault à la télévision...

Les médias marchent à tous les coups : la paire de taloches à Saint-Rémy-sur-Deule, la confession de Valérie Trierweiler et le dernier appel à la croisade occidentale de Saint Bernard-Henri Lévy permettent de satisfaire **les gens**, fantasmés en beaufs, sans jamais déplaire aux annonceurs, en attendant le suspense fou du congrès socialiste et la nouvelle provocation de Jean-François Copé.

Sylvie FERNOY

## L'écho des blogs

### Territoires abandonnés.

Il faut reconnaître à la Gauche Populaire - en dénonçant les thèses de Terra Nova - d'avoir engagé un combat contre la pensée libérale-libertaire dominante au PS. La crise recouvre-t-elle l'ensemble des champs économique, social, politique et culturel ?

Oui répondent ses chercheurs et militants. Car le constat est tragique (1) « *Quand plus personne ne se préoccupe de la discrimination sociale, territoriale et culturelle (qui touche les deux sexes et toutes les origines), c'est déjà que la République est ébranlée dans ses fondements.* » Mais nous aimerions que les questions financières ou économiques comme celle de l'euro et de l'Union européenne soient posées avec la même acuité que celles sur « *les classes populaires et de citoyens poussés vers le périurbain ou abandonnés dans des déserts.* »

Une série d'articles que publie *Le Monde.fr* illustre cet état d'abandon de territoires qui explique en partie le vote FN. D'abord un entretien avec Christophe Guilluy réalisé par Florence Aubenas (2) où il est dit « *Pendant longtemps, ouvriers et employés habitaient les grandes métropoles, dans le cœur du pays, là où se produisent les richesses. Aujourd'hui, contrairement à ce qui se passait dans les années 1970, ceux qui quittent la ville sont les catégories les plus modestes, qui se sont pris la mondialisation en pleine tête.* » Et les deux reportages réalisés dans le Gard rural par Benoît Hopquin illustrent le constat, l'un intitulé *Sumène, à maux couverts* (3) et le second *Non-dits et chuchotements à Saint-Hippolyte-du-Fort* (4). Là je retiendrai ce témoignage « *L'entreprise familiale Jalatte employait neuf cents personnes dans les années 1980 [...] En 2007 un fond d'investissement américain a décidé de délocaliser la production en Tunisie, Pierre Jalatte n'a pas supporté. Il s'est suicidé, à 89 ans.* »

Car peut-on ignorer dans l'analyse de la fracture des territoires et ses conséquences sociales les politiques conduites par nos gouvernements obsédés par la défense du libre échange et son bras armé monétaire, l'euro ?

François ENNAT

(1) <http://gauchepopulaire.wordpress.com/2012/10/01/la-gauche-populaire-la-republique-rien-que-la-republique/#more-445>

(2) <http://crise.blog.lemonde.fr/2012/09/25/zones-fragiles-dans-les-territoires-de-repli-tout-devient-menace/>

(3) <http://crise.blog.lemonde.fr/2012/09/25/zones-fragiles-sumene-a-maux-couverts/>

(4) <http://crise.blog.lemonde.fr/2012/09/21/zones-fragiles-non-dits-et-chuchotements-a-saint-hippolyte>



# Le plan Mittal

**La décision de fermer le site de Florange est logiquement tombée. Logiquement parce que tout démontre que la mise hors de combat d'une bonne partie de l'acier européen est le fruit d'une stratégie depuis longtemps aisément lisible. Il reste soixante jours au gouvernement pour trouver un repreneur, Montebourg échouera-t-il là aussi ?**

**R**emontons d'abord aux sources. En 2002, sous l'égide de la Commission européenne, trois entités distinctes s'allient. Les aciéries espagnole, belgo-luxembourgeoise et française fusionnent pour créer Arcelor, dont le siège va être installé à Luxembourg. Usinor, la partie française de ce nouvel ensemble avait précédemment conclu un accord de coopération avec l'un des deux géants japonais : Nippon Steel. L'existence du groupe Mittal est plus récente puisque ce n'est qu'en 2004 que Lakhmi Mittal est parti à la conquête du secteur, d'abord avec un appui néerlandais avant de s'étendre en Chine et aux États-Unis. Déjà apparaît la stratégie qui fera son succès : la croissance externe. Grossir pour pouvoir imposer ses volontés à tout un secteur. Mittal avale, rachète, soudoie et enfle...

À peine deux années plus tard, Mittal se jette à l'assaut d'Arcelor en mettant sur pied une OPA hostile. Arcelor veut évidemment se défendre et contre-attaquer vigoureusement, notamment avec la ferme volonté de s'allier à un géant russe : Sveta. Autant dire tout de suite qu'avec le virulent anti-russisme des élites françaises, beaucoup se sont ligués pour empêcher cela à tout prix, quitte à prendre le risque de perdre le contrôle d'un élément pourtant hautement stratégique pour

l'indépendance d'une économie nationale, voire européenne.

Mittal a réussi à séduire le gouvernement d'alors dont le ministre de l'Économie, et donc de l'Industrie, était un certain Nicolas Sarkozy. À coup de grands sourires et de promesses qui apparaissent encore une fois n'engager que ceux qui y ont cru, Mittal remporta la mise et mit la main sur un pan entier de l'acier européen, au fond dans des conditions plutôt favorables. Curieuses méthodes que celle de cet Indien qui entretient une armée d'avocats français pour traiter des milliers de dossiers dont il abreuve chaque année la justice. Guère de principes et encore moins de scrupules. Le droit, les règles de sécurité et environnementales : très peu pour lui. Une sorte de modèle pour les petits marquis de l'ultra-libéralisme.

**Les choses n'allaient pas tarder à se gêner...** Foin de promesses, la stratégie Mittal était limpide, pourquoi se battre contre un concurrent lorsque l'on peut l'absorber, le vider des éléments intéressants, brevets et clients, puis l'étouffer sans autre forme de procès. Gandrange avait été la première étape. En pleine campagne de 2007, le rodomontant histrion de Neuilly ne fut guère économe en langage guerrier. On ne laisserait pas tomber ces braves gens. Promis, Ju-ré ! Et que croyez-

vous qu'il en advint ? On céda, comme on cédait sur bien d'autres choses... L'ami Lakhmi est un cohérent : pourquoi poursuivre la production ici alors que là-bas on peut traiter à moins cher ? L'avenir de ce qui restait du groupe Arcelor était contenu dans cette simple maxime et il se passera pour Florange exactement ce qui s'est passé en 2007 pour Gandrange.

La rododromade a changé de visage, mais guère de langage, encore peut-on noter que, plus prudemment cette fois, on ne fait pas de promesses inconsidérées. Il vaut mieux éviter d'ailleurs. Des hauts fourneaux éteints depuis si longtemps ne peuvent que difficilement être rallumés, et par qui d'ailleurs... ? Soixante jours donc pour trouver un repreneur... Pouvait-on faire autrement ?

**Hé bien oui !** Au mois de mai, nous avons dit ici (1) le bien que nous pensions d'une proposition de loi émanant du groupe socialiste à l'Assemblée nationale qui visait à permettre de déposséder un propriétaire qui ne désirait plus continuer une exploitation pour le confier à un volontaire... Bien sûr, ce projet existe toujours et il était prêt à être déposé, et donc adopté, par la nouvelle Assemblée. Mais voilà, une telle intention apparaît bolchevique aux yeux de Laurence Parisot et de ses petits camarades du Medef, et

donc elle hurle. Quelle honte en effet, les entrepreneurs doivent avoir droit de vie et de mort sur les entreprises, et de menacer... En pleine négociation sur la sécurisation des parcours professionnels, cela fait désordre ! D'où enterrement de première classe du susdit projet...

Ah courage, courage, quand tu nous tiens ! La babiole de Hollande, cette fameuse négociation visant à libéraliser le marché du travail passe avant tout. Avant l'intérêt national de toute évidence. Il va arriver un heureux temps où nous devrons acheter l'intégralité de notre acier à l'extérieur. À ceux qui voudront bien nous en vendre et à leurs conditions, cela va de soi. Le pathétique Arnaud Montebourg peut toujours sortir ses rengaines, il ne fait rien et ne fera rien pour changer la moindre chose à tout cela. Sa carrière risquerait d'en trop souffrir, pensez donc !

**Et si l'on redevenait sérieux,** juste un brin ? Le secteur de la sidérurgie est essentiel à une industrie nationale forte. Le gouvernement a le choix des moyens. Nous ne pouvons nous passer d'industrie lourde, elle conditionne l'existence de l'ensemble des secteurs de productions. Sans trouver de repreneur il n'y a guère qu'un moyen qui resterait à un gouvernement courageux : la nationalisation qui, une fois déjà, a empêché la chute totale du secteur au début des années 80. N'en déplaise à nos libéraux. Évidemment, cela n'a rien de bien simple, Bruxelles, va hurler, qui préfère la mort de toute activité productive plutôt que de remettre en cause un dogme qu'elle est la seule au monde à professer encore.

Ce n'est pas grave ces milliers de personnes supplémentaires au chômage, c'est *l'indispensable-et-nécessaire-adaptation-à-la-mondialisation-(heureuse)*. Puisqu'on vous le dit !

**Charles GUÉMÉNÉ**

(1) [Royaliste n° 1011, page 4, « Réindustrialisation : un projet positif »](#).

# Le facteur K

**La Turquie paye cher son soutien à l'opposition en Syrie sans gagner aucune reconnaissance de la part de l'Europe ou des États-Unis, pas plus que des nouvelles démocraties arabo-musulmanes.**

Ankara a-t-il fait le bon choix dans la crise syrienne ? N'aurait-il pas été plus facile de s'associer à l'Iran et à la Russie dans un axe non-arabe, verrouillant les frontières syriennes ? Israël n'aurait-il pas préféré conserver l'allié turc qui sécurisait ses marches du Nord et de l'Est ? L'accueil offert par la Turquie à l'Armée libre syrienne, à plus de cent mille réfugiés et aux responsables d'une opposition désunie en résidence à Istanbul se situait dans la ligne de l'appui aux **printemps arabes**. Il semble que cette stratégie qualifiée de *néo-ottomane* ait fait long feu, rattrapée par la géopolitique.

Le régime de Damas a été capable de bloquer toute velléité de contrôle de son espace aérien en abattant quelques avions de chasse turcs, puis de corridor terrestre en échangeant des tirs d'artillerie le long de la frontière turque. Machiavélique, il a réussi à réactiver les réseaux du PKK (le Parti des travailleurs du

Kurdistan dont le chef, le célèbre Abdullah Ocalan, a longtemps résidé à Damas) à travers une partie des Kurdes de Syrie auxquels l'armée syrienne a laissé le champ libre et qui bénéficient selon toute vraisemblance du soutien de l'Iran (et des Kurdes iraniens). La nébuleuse kurde est fort complexe : plusieurs partis kurdes syriens sont dans l'opposition, à l'inverse du PYD (Parti démocratique syrien) dont l'un des dirigeants est venu à Paris récemment, se gargarisant de *zones libérées*, et qui est en fait à l'origine une création d'Assad père et considéré comme une branche syrienne du PKK. Le nœud de toutes les contradictions kurdes est au Kurdistan irakien quasi indépendant dont le président Massoud Barzani a opéré un rapprochement spectaculaire avec Ankara et combat le PKK. Il s'oppose ainsi au gouvernement de Bagdad, dirigé par un Premier ministre chiite, Nouri al-Maliki, qui, lui, fait sur la Syrie cause commune avec Téhéran.

L'opinion turque s'inquiète de la montée des tensions intérieures et de l'isolement croissant de ses dirigeants qui s'estiment abandonnés par leurs alliés de l'Otan, tant européens qu'américains. On comprend que les membres de l'Otan ne veulent pas être entraînés dans le conflit syrien par le seul fait que l'un des leurs, la Turquie, serait attaqué par la Syrie, voire demain l'Iran. Mais du coup les Turcs sont seuls en première ligne.

Le jeu en vaut-il la chandelle ? Quelle reconnaissance attendre des nouveaux régimes au Caire ou à Tunis et demain à Damas ? L'Égypte du président Morsi n'entend pas laisser la place au Premier ministre turc Erdogan, pas plus qu'hier Méhémet Ali ne rendait des comptes à son suzerain théorique de la Sublime Porte. Le retour annoncé de l'Empire n'est pas pour demain. Raison de plus pour la Turquie de ne plus rêver : le néo-ottomanisme d'aujourd'hui ne vaut pas mieux que le pantouranisme d'hier (le projet d'unifier les peuples de langue turque de l'Asie centrale libérée de l'URSS). Que la Turquie revienne en Turquie, c'est-à-dire quoi qu'on en dise, en Europe.

Si les Européens et les Turcs comprennent ensemble qu'il n'y a aucune alternative, sinon celle mentionnée au début, de la constitution d'un pôle négatif avec la Russie et l'Iran, peut-être reviendront-ils à de meilleurs sentiments et à une franche coopération où chacun serait gagnant.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

♦ **SERBIE** – C'est non seulement en présence du prince héritier Alexandre II et de toute la famille royale mais aussi celle du Président de la République, Tomislav Nikolic, du Premier ministre, Ivica Dacic, des principaux ministres et de nombreuses personnalités gouvernementales que s'est tenue en la cathédrale Saint-Michel à Belgrade, la cérémonie religieuse célébrée pour accueillir les dépouilles du prince Paul, de son épouse la princesse Olga et de leur fils le prince Nicolas. Les trois cercueils ont été ensuite transportés au mausolée royal d'Oplenac pour y recevoir leur sépulture définitive. Le prince Paul qui avait été régent pendant la minorité du roi Pierre II de Yougoslavie était mort en exil à Paris en 1976 et inhumé à Lausanne.

♦ **IRAK** – Au Centre culturel de Bagdad, c'est en présence de Chérif Ali ben Hussein, 56 ans, héritier du trône, qu'a été inaugurée une exposition rendant hommage à la famille royale d'Irak, dont presque tous les membres avaient été assassinés lors du coup d'État militaire de 1958. Lors de l'inauguration, le docteur Salah Abdul Razzaq, gouverneur de Bagdad, a lancé un appel au gouvernement irakien « *pour faire des excuses formelles à la famille royale d'Irak dans un effort de réparation des injustices qu'elle a du affronter.* »

♦ **JAPON** – Le gouvernement a préparé un projet de loi qui modifierait les règles de succession au trône et qui devrait être soumis à la Diète l'année prochaine après un long débat public. Selon la loi actuellement en vigueur seuls les descendants mâles de la lignée mâle peuvent monter sur le trône, et les princesses perdent leur statut de membre de la famille impériale dès leur mariage avec une personne extérieure à celle-ci. Selon le nouveau texte ces princesses pourraient désormais créer de nouvelles branches de la famille impériale. Depuis quelques années la nécessité de cette réforme s'est imposée en raison du peu de naissance de garçons qui rendait la succession au trône problématique.

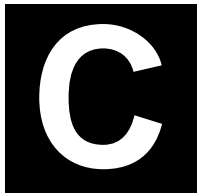
♦ **ROUMANIE** – Le prince Nicolas, petit-fils du roi Michel, va s'installer de façon permanente en Roumanie afin d'assumer certaines fonctions officielles que son grand-père va lui déléguer. Ce jeune homme de 27 ans est le fils de la princesse Elena (deuxième fille du roi Michel et de la reine Anne de Roumanie) et de Robin Medforth-Mills. Il a été associé à tous les événements importants de la famille royale dans ces dernières années. Selon Ovidiu Nahoi, journaliste et analyste politique roumain « *Nicolas était le troisième dans la ligne de succession, après les filles du roi. Toutefois, son retour pourrait changer cet ordre de choses, parce que la Roumanie a toujours été dominée par le machisme politique. Jusqu'à présent, la seule figure masculine de la famille, sauf, bien sûr, le roi, était représenté par le mari de Margarita sa fille aînée, le prince Radu qui joue maintenant un rôle complètement différent, mais qui n'est pas populaire.* »



Yves La Marck  
**Monarchie et politique étrangère**  
avec une préface de Régis Debray

Prix franco : 14 € [Achat immédiat](#)

# Les sept piliers de la bêtise



**Colonel d'infanterie, docteur en sciences politiques, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques, René Cagnat s'est établi au Kirghizstan après avoir été attaché militaire dans plusieurs pays de l'Est et en Asie centrale.**

L'ouvrage qu'il vient de publier (1) dénonce les erreurs tragiques commises par les Américains en Afghanistan, analyse les conséquences de leur échec et ouvre le débat sur les moyens d'y remédier.

René Cagnat fait partie de ceux qu'on n'écoute pas. Ils sont nombreux dans cette confrérie formée d'hommes et de femmes riches d'expériences et de savoirs toujours généreusement offerts pour le service de la France. En haut lieu, on refuse de les connaître, au mieux on lit leurs notes sans rien en retirer parce qu'elles sortent du cadre assigné. De droite ou de gauche, les dirigeants tiennent un anti-discours de la méthode : ils prennent au sérieux les experts qui sont de leur avis et de leur monde mais récusent sans les discuter les analyses dérangeantes et novatrices. Le coup à jouer, le plan de communication efficace, le respect de la Pensée correcte nationale et mondialisée sont les critères d'une réussite attestée par les éditoriaux du *Monde* et de *Libération*.

C'est ainsi que Jacques Chirac et Lionel Jospin et surtout un Nicolas Sarkozy qui a longtemps bénéficié de la complicité du Parti socialiste, ont jeté la France et ses soldats dans le piège afghan. Décisions insensées, qui marquent cruellement la dérive occidentaliste de nos oligarques. Décisions jamais soumises au débat dans notre pays car je sais de source sûre que

l'Élysée a pris soin, entre 2007 et 2012, de contrôler étroitement tout ce qui était écrit dans la grande presse sur l'Afghanistan. Bien entendu, les spécialistes pouvaient librement publier des livres et des articles - y compris dans la *Revue Défense nationale* - mais l'audience de Jean-Dominique Merchet (2), de René Cagnat, de Gérard Chaliand (3) restait limitée.

Pourtant, ceux qui ont averti que l'affaire afghane était mal engagée, puis expliqué pourquoi les Américains perdaient cette guerre, étaient dans le vrai. René Cagnat présente et reproduit dans son livre les articles qu'il a publiés depuis 2001. Ce ne sont pas ceux d'un anti-américain : il a espéré que les États-Unis joueraient un rôle positif en Asie centrale puis montré comment l'Otan pourrait se redéployer utilement dans cette région du monde. Ce ne sont pas ceux d'un prophète de malheur : il propose une politique permettant d'éviter que le *Très Grand Jeu* ne se fasse au détriment de la France et de la grande Europe. C'est pour préparer l'avenir que René Cagnat fustige les **sept piliers de la bêtise américaine** dont il a pu constater les effets désastreux depuis Bichkek et sur place, à Kaboul :

1) Le bombardement de l'Afghanistan à partir du 7 octobre 2001 est un acte de vengeance qui consiste à faire payer à des Afghans innocents - surtout des Pachtouns - l'attentat qui a tué les Américains innocents du World Trade Center. « C'est

une victoire pour Ben Laden, car les bombes rassemblent les Pachtouns derrière les Talibans dressés contre les infidèles et tenants du devoir d'hospitalité. » Contre Al-Qaïda, c'est une guerre de renseignement qu'il aurait fallu mener.

2) Les Américains n'ont pas tenu compte des leçons de leur échec au Viêt-Nam et de l'échec soviétique en Afghanistan : ils ont mené une guerre classique mais la maîtrise du ciel, les systèmes d'armes hautement performants et le contrôle des grandes villes n'ont pas pu détruire les talibans qui, au contraire, se sont renforcés après avoir abandonné Kaboul.

3) Bénéficiant du soutien plus ou moins actif d'une partie de la population afghane, les talibans ont pu mener leurs opérations à partir de leurs bases au Pakistan, pays allié des États-Unis mais qui a mené un double jeu afin d'assurer à terme son influence prépondérante à Kaboul et sur les territoires pachtouns.

4) Parce qu'ils ignoraient délibérément les réalités afghanes, les États-Unis ont voulu démocratiser à l'américaine un pays musulman composé de peuples différents, dominé par des seigneurs de la guerre et résolument hostile aux agressions étrangères. « Au lieu d'installer un fantoche de plus à Kaboul [le douteux Hamid Karzaï], il fallait recourir à la famille royale autour de Zaher Shah. Avec une restauration véritable de la royauté, il y aurait eu à Kaboul, grâce à l'immense prestige de Zaher Shah, une autorité respectée en mesure de rétablir les subtils équilibres ménageant une paix relative entre les ethnies. »

5) Trop faible et mal répartie, l'aide financière n'a pas permis de reconstruire



l'Afghanistan selon un plan méthodique de développement. L'aide étrangère est la source d'une immense corruption, qui touche les dirigeants afghans mais aussi les milieux occidentaux.

6) L'islamisme a été sous-estimé. Dans les zones tribales, les talibans ont pu former des fanatiques toujours prêts au sacrifice suprême. « *La conception stratégique aussi bien que l'action tactique sur le terrain ont incombé le plus souvent à des responsables et officiers totalement ignorants de l'histoire, de la sociologie, des spécificités de l'Afghanistan et même de l'islam.* » Le sursaut d'intelligence incarné par le général Petraeus n'a été qu'une parenthèse sans incidence positive sur le déroulement de la guerre. Au lieu de freiner l'insurrection, les campagnes d'élimination des cadres talibans, en Afghanistan et dans les zones tribales au Pakistan, n'ont fait qu'ajouter la haine à la haine.

7) La lutte contre la drogue n'a pas été engagée. Pourtant, les talibans l'avaient interdite et les contrevenants étaient exécutés. Mais les Américains n'ont pas voulu déplaire à leurs alliés de l'Alliance du Nord, grands producteurs de pavot. Au contraire, à Kaboul en 2003, les milieux bien informés m'avaient affirmé que la CIA encourageait la culture du pavot afin de s'attirer les bonnes grâces des seigneurs locaux. Le résultat de cette brillante politique ? Tout simplement ceci qui est à tous égards accablant : « *les narcotiques ont rapporté en 2007 plus de 80 milliards de dollars aux trafiquants afghans qui s'efforcent de commercialiser un tonnage d'opium qui est équivalent à 92 % de la production mondiale.* » En Asie centrale, en Russie, en Europe de l'Ouest, nous constatons les effroyables dégâts engendrés par ce commerce.

Ce que je présente comme un bilan des erreurs, des fautes et des crimes américains a été dénoncé tout au long de la décennie par ceux, civils et militaires, qui avaient appris à connaître et à aimer l'Afghanistan. Décidé par Nicolas Sarkozy pour plaire aux Américains et marquer le retour complet de la France dans l'Otan, l'envoi en 2009 de soldats français dans des zones très dangereuses fut une aberration couverte, il faut le répéter, par le Parti socialiste : la guerre était manifestement perdue dès 2007 et l'engagement français n'a été précédé d'aucune discussion sur les buts de la guerre, sur la stratégie, sur la tactique, sur la présence de mercenaires, sur le gouvernement du pays.

On s'est contenté, à l'Élysée, de reprendre les slogans de la guerre contre le terrorisme alors que nul n'ignore que le terrorisme se combat par les actions de



■ 88 morts et plus de 700 blessés : le lourd tribut payé par la France en Afghanistan.

renseignement et les opérations spéciales. L'armée française, qui s'est comportée avec courage et intelligence, sans se livrer aux actes insultants et criminels des Américains, a durement payé les rodomontades qui cachaient l'alignement sarkozyste : au mois d'août 2012, nous déplorions 88 tués et 700 blessés.

Maintenant amorcé, le départ de nos soldats ne doit pas détourner la France de l'Asie centrale. Tels que les présente René Cagnat, les scénarios pour l'Afghanistan sont d'une plus ou moins grande noirceur : constitution d'un narco-État par improbable consensus entre Afghans, guerre civile, parachèvement de la domination talibane sur une partie du pays. Il est donc urgent de concevoir une action politique et militaire pour la défense de l'Asie centrale, qui est en continuité territoriale avec l'Europe continentale et qui la pénètre - par exemple au Tatarstan. (4) Quant à cette défense de l'avant, nous avons déjà fait écho aux analyses et aux propositions de René Cagnat, dans l'espoir de susciter un débat public qui n'a pas eu lieu. (5) Nous continuons à le demander, car les dirigeants socialistes risquent fort de mettre un terme à notre présence militaire en Asie centrale sous prétexte d'économies budgétaires, en laissant les États-Unis faire n'importe quoi.

Les échecs des Américains au Viêt-Nam, en Irak, en Afghanistan, prouvent leur incompréhension totale des guerres non-conventionnelles et leur manque d'intérêt pour les nations et les peuples au sein desquels ils déploient leurs troupes. Leur doctrine de la guerre d'anéantissement (6) est à l'opposé de la nôtre, toujours inspirée par le souci politique. Cette opposition radicale des conceptions et des méthodes devrait nous conduire à quitter définitivement l'Otan

et à nous garder de toute action militaire aux côtés des États-Unis.

Les affrontements violents qui se sont déroulés en juillet à Khorog, principale ville du Pamir, soulignent le risque de déstabilisation, au Tadjikistan et au Kirghizstan, des zones proches de l'Afghanistan. Notre présence militaire à Douchanbé et nos relations cordiales avec les gouvernements nationaux et avec les troupes russes basées au Tadjikistan et au Kirghizstan devraient permettre des actions communes contre les infiltrations islamistes et les trafiquants de drogue.

Plus généralement, il nous faudrait tracer avec la Fédération de Russie et avec les nations ouest-européennes qui le souhaitent les lignes de défense de l'Europe continentale et une doctrine d'intervention qui, loin de tout occidentalisme, permettrait de protéger et de promouvoir les intérêts communs.

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) René Cagnat - « *Du djihad aux larmes d'Allah, Afghanistan, les sept piliers de la bêtise* », Ed. du Rocher, 2012, prix franco : 17 €. Toutes les citations sont tirées de ce livre. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Jean-Dominique Merchet - « *Mourir pour l'Afghanistan* », Jacob-Duvernet, 2008, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

📖 (3) Gérard Chaliand - « *L'impasse afghane* », L'aube, 2011, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

📖 (4) Cf. ma *Lettre de Kazan* sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=3633>

📖 (5) Cf. [Entretien avec René Cagnat, Royaliste n°998](#), pages 6-7... ainsi que mon [éditorial du n°1010 Défendre l'Asie centrale](#).

📖 (6) Cf. mon compte-rendu de l'ouvrage du général Vincent Desportes : « *Le piège américain* » dans [Royaliste n°997](#), page 8 ; et notre entretien avec Thomas Rabino, pour son ouvrage « *De la guerre en Amérique* », dans [Royaliste n°1017](#), pages 6-7.

# Vivre en étant vu

**Dans la société démocratique, une nouvelle élite s'affirme depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle : grâce au système médiatique, la minorité des gens reconnus, à tort, à raison ou sans raison, vit séparée du plus grand nombre et s'offre, non sans souffrances, à son admiration.**

**V**ous qui allez entrer dans ce livre savant, sachez qu'il n'y est question que de phénomènes réputés vulgaires et de personnages qu'on affecte de mépriser dans les dîners en ville. Sociologue, directeur de recherches au CNRS, Nathalie Heinich s'est intéressée à Elvis Presley, Claude François, Diana de Galles, Johnny Hallyday, Stéphanie de Monaco, Michael Jackson et à plusieurs gloires du grand écran. Ce que ces acteurs, ces princesses et ces chanteurs ont en commun, c'est d'être l'objet d'une adulation qui demeure même après leur mort. Plus étrange encore : depuis quelques années, certains personnages déclenchent les moteurs des caméras et l'enthousiasme populaire alors qu'ils n'ont rien dit ni fait qui puisse retenir l'attention - ainsi Paris Hilton.

Il est facile d'évacuer ce *fait social total* en utilisant les concepts, les procédés et les métaphores qui disqualifient les comportements *irrationnels* des foules : aliénation des masses, manipulations médiatiques à visées commerciales, infantilisme, addiction, exhibitionnisme, opium du peuple... Autant de comportements déplorables qui ternissent la vraie culture défendue avec héroïsme par quelques esprits éclairés ! Ce qui n'empêche pas ces valeureux

de faire fête à Bernard-Henri Lévy, intellectuel sans œuvre qui consacre sa vie à la mise en scène de sa propre visibilité... Pour notre part, il nous est arrivé de prendre en flagrant délit d'émoi fleurdelisé certains représentants d'une gauche rigoriste - l'un étant de surcroît nourri de psychanalyse lacanienne. À l'exception des royalistes les plus politisés, qui se méfient des courtisans et qui voient les princes tels qu'ils sont, les phénomènes d'adulation s'observent dans tous les milieux mais sans aucun doute plus franchement dans le peuple menu de ceux qui sont à tous égards invisibles.

La conception rigoureusement politique - républicaine - de la monarchie royale ne protège pas toujours cette institution, qui peut être contaminée par le phénomène de la célébrité. Dans la plupart des monarchies européennes - tout particulièrement en Europe du Nord - la visibilité est la conséquence banale de l'exercice normal de la fonction royale. Mais je ne peux suivre Nathalie Heinrich lorsqu'elle affirme que « *la visibilité médiatique constitue bien une valeur ajoutée à l'excellence généalogique.* » Au contraire, le cas de *Lady Di* est celui d'une personne qui s'affranchit du devoir de réserve et des servitudes de la fonction p r i n c i è r e - t o u t

particulièrement l'obligation de maintenir l'unité apparente du couple dans la mesure où il est un élément de la continuité dynastique - la question de la permanence des sentiments amoureux étant dès lors secondaire.

La princesse de Galles devenue *Diana* avait abandonné l'ordre politique pour aller rejoindre celles et ceux qu'Edgar Morin nomme les *Olympiens*, catégorie critiquée non sans raison par Nathalie Heinrich qui préfère rassembler les célébrités dans une **élite médiatique** capable d'accumuler, sur un coup de chance ou dans l'effort, un **capital de célébrité** qu'il s'agit de faire fructifier. Il me paraît judicieux de séparer nettement la visibilité des personnes royales et plus généralement des chefs d'État, qui incarnent la symbolique politique selon des critères précis de légitimité et de légalité, de la visibilité des acteurs, chanteurs, sportifs et mannequins qui vivent grâce aux médias et qui, en retour, les animent.

Cela ne signifie pas que la célébrité médiatique et les ferveurs qu'elle soulève soient méprisables. À lire les études largement documentées de Nathalie Heinrich, il s'avère que *les gens* qui s'attachent à une vedette du cinéma ou du football ne vivent pas dans l'hébétude d'une troupe d'a-

liénés conduite par des experts en manipulation. Tout comme les Grecs qui ne croyaient pas tout à fait à leurs mythes, les adorateurs d'Elvis vivent leur passion de manière sérieuse et parodique à la fois. Et bien des membres des *fans club* savent qu'ils ne viennent pas pratiquer un culte mais cultiver une relation sociale avec d'autres jeunes qui fuient la solitude.

Ce culte des vedettes semble religieux et beaucoup pensent qu'il y a là une forme moderne de sacralité. Mais la séparation de l'*idole* et des croyants n'est pas formelle, il n'y a pas d'interdits, la dimension sacrificielle est absente et il n'y a ni éthique, ni salut. Mieux vaut évoquer une *pulsion de lien*, complexe et difficile à vivre pour l'admirateur invisible qui, à quelques exceptions près, ne rencontrera jamais l'objet de sa passion comme pour la célébrité qui doit sans cesse conforter sa visibilité. L'admirateur doit se satisfaire des images reproduites à l'infini, au mieux d'un autographe.

L'admiré est sous les regards de tous, pourchassé par ses fans qui tentent littéralement de se l'arracher mais il vit dans la solitude et l'angoisse hors les moments de pure jouissance que procurent le concert ou le festival de Cannes. Bien des célébrités meurent jeunes - John Lennon, Claude François - ce qui ajoute à leur gloire. Et bien des célébrités sont mortes avant d'avoir rendu l'âme car « *leur célébrité même implique une perte d'identité...* » Ceci pour notre divertissement, au sens que Pascal donne à ces activités sans lesquelles nous serions, puissants ou misérables, les plus malheureux des hommes.

## B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Nathalie Heinrich - « *De la visibilité, Excellence et singularité en régime médiatique* », NRF Ed. Gallimard, 2012, prix franco : 27 €. [Achat immédiat](#)



# Les gauches françaises selon Jacques Julliard

**A**vec cet ouvrage considérable, fruit d'une vie d'étude et de réflexion, Jacques Julliard nous offre ce qui sera désormais un classique de l'historiographie politique. Il y fallait tous ses dons singuliers : tout d'abord sa culture profonde qui lui permet de rendre compte de l'évolution des idées avec toutes les nuances désirables, en second lieu son engagement militant qui créa l'empathie avec l'objet de sa recherche, enfin sa subtilité d'analyste des événements où les habits de l'éditorialiste permettent le discernement à travers l'écheveau des faits, des passions, des rivalités... J'ajouterai un talent d'écriture qui éclate notamment dans les portraits croisés, qui scandent les séquences de son récit. Depuis Voltaire et Rousseau jusqu'à Mendès-France et Mitterrand, en passant par Clemenceau et Jaurès, c'est une étonnante réussite dans la grande tradition de Chateaubriand, celle de l'alliance de la littérature avec la pensée politique. On comprendra que mon enthousiasme ne s'explique pas par l'amitié mais par le bonheur que j'ai eu à lire, toujours avec le même appétit, ces quelques 900 pages où j'ai eu le sentiment de revivre l'histoire de France expliquée par un guide instruit de tous ses méandres, ses contradictions mais aussi d'une sorte de logique interne, à mon sens plus riche et nuancée que la dialectique hégélienne.

Certes, c'est bien la vie des idées qui domine cette historiographie. En ce sens, Jacques Julliard est de la même école que François Furet, celle qui a rompu avec la méthodologie marxiste pour mettre l'accent sur la culture, sans dédaigner pour autant ce qui se rapporte aux coordonnées économiques et sociales. Cette culture n'a rien d'un débat serein selon les règles habermasiennes, même si la discussion est l'élément essentiel de l'avènement du régime d'opinion : « *La culture française est d'essence agonistique ; le feu de la controverse est sans cesse à la recherche de nouveaux éléments, **quaerens quem devoret**. Ce primat de la guerre sur la définition des buts de guerre n'a d'ailleurs rien d'une anomalie. On sait que c'est au cours de la Première Guerre mondiale et non avant que chacun des deux camps s'est avisé de définir ses objectifs.* » La médiation intellectuelle intervient comme tâche de l'intelligible, c'est à dire pour rendre compte des causes et des repères du mouvement des événements ainsi que de la légitimité des combattants. La chance de l'historien, c'est d'être en retrait pour observer le champ de bataille, alors que souvent le philosophe pur est plus directement engagé. Il me semble que Jacques Julliard confirme par son traitement des conflits d'idées une conviction qui s'est de plus en plus enracinée en moi. Si proche que l'on soit d'un courant de pensée, celui-ci ne suffit jamais à épuiser la richesse de la vie et la complexité des enjeux spéculatifs. On a toujours besoin de recourir à la polyvalence du champ culturel et à la multipolarité des courants d'idées. Cela n'a rien à voir avec le relativisme, bien au contraire. C'est l'exigence de la recherche d'une vérité plus complète, mieux appréhendée qui oblige à interroger les

par Gérard Leclerc



voix contraires des systèmes et ainsi rebondir vers des perspectives plus vastes, plus élaborées, plus abouties.

C'est tout le livre de Julliard qui, à mon avis, correspond à cette éthique de confrontation, où le contraire est sans cesse sollicité pour approfondir la recherche, sans que l'on s'emprisonne nécessairement dans les bipolarités. J'en veux pour preuve majeure le premier chapitre qui concerne le XVIII<sup>e</sup> siècle et donc les Lumières. Impossible d'en suggérer une quelconque synthèse, la matière en est bien trop complexe. Par exemple, la seule évocation du jansénisme dix-huitiémiste, se fondant sur la recherche contemporaine qui en a renouvelé l'approche, s'avère déconcertante. Les facteurs de contestation sociale s'y opposent aux facteurs de résistances des privilèges. Pourtant, il est indéniable que les jansénistes ont préparé la Révolution et y ont même joué un rôle avec un personnage aussi central que l'abbé Grégoire. De même, il est problématique de mesurer l'appétence du courant **philosophique** avec ce qui s'est produit dans son sillage mais pas forcément en pleine cohérence avec lui-même. La référence canonique de la gauche aux Lumières

est donc d'un ordre presque malicieux : « *Le XVIII<sup>e</sup> siècle de gauche est une pieuse légende républicaine. Le résultat d'une reconstruction historique, où chacune des composantes est effectivement présente, mais a été choisie en fonction du résultat recherché. De même que notre idée de la République française a varié à chaque époque qui l'a suivie, de même le XVIII<sup>e</sup> : celui qui a cours aujourd'hui est le résultat d'une double reconstruction. D'abord celle qu'a opérée la Révolution elle-même, qui est allée se chercher des ancêtres du côté de Voltaire et de Rousseau. Puis le bloc XVIII<sup>e</sup> siècle-Révolution a fait l'objet d'un réemploi ultérieur, notamment sous la III<sup>e</sup> République. Comme on disait en Union soviétique par allusion aux retouches successives apportées à la révolution bolchevique, on ne sait jamais de quoi hier sera fait...* » Et que dire de la référence révérencielle d'aujourd'hui qui considère

comme blasphématoire tout déni de cet âge inaugural et sans taches ?

Je serais tenté d'aller plus loin encore que Jacques Julliard dans ce qu'il peut y avoir d'oppositions frontales au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le bras de fer qu'il met si bien en évidence entre Voltaire et Rousseau se prolonge dans des développements philosophiques et anthropologiques qui trouvent au XXI<sup>e</sup> siècle une actualité cruciale. Mais cela exigerait de revenir à cette fameuse notion de **nature** qu'il signale mais qui va très loin dans la rupture avec le judéo-christianisme, ouvrant le chemin à tous les positivismes et à l'instrumentalisation humaine projetée jusqu'au mythe du cyborg. À mon sens, Rousseau, qui prépare Kant, offre une alternative plus humanisante au matérialisme implacable des Condillac, Helvétius et autres La Mettrie... Mais voilà que je suis resté collé au parvis, tandis que l'immense cathédrale s'ouvre à la visite toujours aussi excitante. J'abandonne donc provisoirement la partie au seuil de l'édifice, pour presser qu'on accède au sanctuaire. Simplement un mot de ma situation personnelle à l'égard de la gauche et de ses choix historiques. Jacques Julliard lui-même me suggère que nous pourrions nous retrouver sur **les valeurs**. Rien de plus vrai. L'amour de l'héritage national implique la reconnaissance d'un bien commun auquel concourent toutes les familles d'esprit, d'autant que c'est toujours une même aventure qu'il s'agit de courir, riche d'un passé qui nous inspire plus qu'il doit nous diviser.

📖 Jacques Julliard - « *Les gauches françaises - 1762-2012 - Histoire, politique et imaginaire* », Flammarion, prix franco : 28 €. [Achat immédiat](#)

## Serbie

Les éditions Fayard rééditent avec bonheur quelques-uns des textes que Patrick Besson avait commis lors des dernières guerres balkaniques. À l'époque, la camarilla des bien-pensants avait découvert que les Serbes étaient indiscutablement mauvais et tous les autres inexorablement bons.

Patrick Besson avec quelques autres trublions a été un des seuls à réfuter ce manichéisme simpliste. Il n'était pas question d'absoudre les tueries des uns et de comptabiliser les crimes des autres, mais d'analyser les causes de ces guerres et d'appréhender leurs conséquences : ainsi le rôle de l'Allemagne et du Vatican, la destruction d'une Yougoslavie pluriethnique et pluri religieuse qui ne fonctionnait pas si mal. Et la France au mépris d'une amitié ancienne avec la Serbie a participé à la coalition belliqueuse.

En mars 2000, un an après les bombardements, les Français venus témoigner à Belgrade de leur solidarité au peuple serbe, ont ressenti toute l'amertume et l'incompréhension à l'égard de la France. Aujourd'hui la doxa binaire continue à sévir, avec les mêmes cohortes conformistes, dans les conflits printaniers arabes. Aux tyrans laïcs, succèdent des dictatures religieuses sans que nos alchimistes compassionnels mesurent les effets sur les peuples concernés et sur l'équilibre géopolitique.

Merci à Patrick Besson de nous pousser à regarder au-delà des œillères convenues.

Hervé SIMON

📖 Patrick Besson - « *Contre les calomnieux de la Serbie* », Éd. Fayard, prix [Achat immédiat](#) | franco: 17 €.

## Le zombie nous parle

**Ils sont sales et dépenaillés. Leur teint est d'une pâleur grisâtre. Leur regard, vide. De ci, de là, leurs haillons laissent apparaître des plaies moisies. Ils marchent lentement, d'un pas mal assuré... S'ils vous croisent, ils vous bouffent !**

Pour les plus jeunes générations, mais pas seulement, le zombie est une figure majeure de la culture populaire contemporaine. Sous ses traits actuels, il est apparu pour la première fois en 1968 dans le film de George A. Romero, *La Nuit des Morts-Vivants*. Apparition d'ailleurs tout à fait paradoxale, puisque le mot **zombie** n'apparaît nulle part dans le film et que son réalisateur n'y pensait absolument pas (pour lui, les morts-vivants étaient plutôt du genre *goule*). C'est le public et la critique qui l'emploieront, s'appropriant ainsi en le réinterprétant l'inquiétant personnage du vaudou haïtien. Dès lors, les caractéristiques du zombie moderne sont fixées : un cadavre ambulante, en décomposition plus ou moins avancée, affamé de chair humaine, et à la morsure inéluctablement contagieuse. Les créatures prolifèrent au cinéma (toute la saga de Romero, et les centaines de films de toutes nationalités qui l'ont accompagnée, d'une qualité très variable), inspirent la littérature (titres à profusion, là aussi de qualité très variable), pénètrent les jeux vidéo (*Resident Evil*), s'illustrent en bandes dessinées (*The Walking Dead*), et de là gagnent les séries télévisées (*The Walking Dead*, encore). Sans oublier leur moment mondial : le clip de *Thriller* de Michael Jackson.

Un phénomène d'une telle ampleur ne pouvait être

négligé par ceux qui cherchent à comprendre notre société. Déjà en 2007, les éditions Elipses publiaient sous le titre *Politique des Zombies, l'Amérique selon G.A. Romero*, un recueil de textes, réunis par Jean-Baptiste Thoret, qui montrait la richesse des thèmes culturels, et leurs implications politiques, auxquels se rattachaient les zombies du cinéaste américain. Cet été, à l'université du Québec, à Montréal, s'est tenu le premier colloque international sur les zombies, avec la participation de chercheurs canadiens, américains, anglais et français. D'autres devraient suivre. Et les Puf viennent de sortir, sous la plume de Maxime Coulombe, une *Petite Philosophie du Zombie*. Nous allons y revenir ; mais avant, qu'on nous permette cette petite incise.

En effet, une négligence juridique a peut-être bien été le coup de pouce initial qui permit la formidable prolifération zombiesque. Dans un article fort intéressant (Droits d'auteur sur les Zombies, sur le site Owni.fr), Lionel Maurel nous signale que, suite à une erreur du producteur de *La Nuit des Morts-Vivants*, le film est sorti sans copyright et est donc tombé directement dans le domaine public. Ce qui a donc permis à n'importe qui de s'emparer des personnages inventés par Romero sans devoir verser une redevance ou craindre un procès. Comme l'écrit Lionel Maurel, « cette particularité du zombie

dit quelque chose d'important à propos du droit d'auteur et de la création : la protection n'est pas toujours la meilleure façon pour une œuvre d'assurer sa diffusion. » À méditer, alors que la commission Les-cure planche sur une réforme d'Hadopi.

Mais revenons à nos moutons, pardon... à nos zombies. En multipliant les références savantes, Maxime Coulombe met en évidence les signaux critiques que le zombie renvoie à notre société occidentale. Là où nous célébrons la jeunesse éternelle du corps, le zombie est mutilation et décomposition. Là où nous célébrons l'hygiène et la santé, le zombie est saleté et voracité. Et là où nous célébrons nous-mêmes comme individu toujours resplendissant, le zombie se profile comme l'être que nous pourrions bien devenir, avec l'âge et la maladie, déchu, décérébré, errant oublié de tout et de tous, réduit à la seule fonction digestive. Le zombie, apparemment si faible et pourtant si souvent vainqueur, nous montre notre incapacité à nous unir, à dominer nos petits ego, à surmonter nos médiocrités et même à rompre avec nos plus insignifiantes habitudes, alors même qu'il y va de notre survie. Il faut dire aussi que le zombie nous parle de cette étrange fascination qui semble gagner tout le monde occidental, cette fascination pour le désastre total, notre anéantissement, l'apocalypse.

Patrick PIERRAN

📖 Maxime Coulombe - « *Petite Philosophie du Zombie* », Puf, 152 pages, prix [Achat immédiat](#) | franco : 15 €.

## CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 25 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

➤ Le Conseil National est un organisme élu par les adhérents pour deux ans. Il est consulté régulièrement par téléphone ou par internet et se réunit à Paris une fois par an. Il a comme rôle principal celui de conseil politique auprès du Comité Directeur.

## CONGRÈS 2013

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **13 et 14 avril 2013**.

➤ Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**L'unité de la nation française**" et, d'autre part, "**Politique militaire de la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

## AUTOCOLLANTS

Différents modèles d'autocollants sont disponibles (on peut panacher les commandes) :

▶ Autocollant « **NON aux lois xénophobes** » rond (64 mm) de couleur rouge fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

▶ Autocollant rond « **UN ROI, pourquoi pas ?** » rond (64 mm) de couleur jaune fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

▶ Autocollant rectangulaire (99 x 38 mm) « **Royaliste, le journal qui bouscule les idées reçues** », noir sur fond jaune, vendu par planche de 14.

▶ Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **Face à l'économie sauvage : monarchie populaire** », noir sur fond vert fluo, vendu par planche de 24.

▶ Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **Avec les royalistes, préparons la France de demain** », noir sur fond rouge fluo, vendu par planche de 24.

▶ Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **7 pays d'Europe sur 15 ont un roi... Pourquoi pas nous ?** », noir sur fond jaune fluo, vendu par planche de 24.

▶ Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **L'euro c'est un naufrage, quittons le bateau !** », noir sur fond rouge fluo, vendu par planche de 24.

### Tarif :

- La planche 1 € franco.
- A partir de 2 planches : 0,70 € franco la planche.
- A partir de 10 planches : 0,65 € franco la planche.

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● Mercredi 17 octobre - Historien et anthropologue, correspondant en France de la revue grecque *Némésis*, Panagiotis GRIGORIOU publie sur son blog *Greek crisis* des chroniques de la crise grecque qui sont relayées par le site *Marianne 2*. Son livre « **Le Cheval des Troïkans** » offre une réflexion d'ensemble sur le déroulement des événements qui s'abattent sur la Grèce depuis deux ans.

Avec Panagiotis Grigoriou, nous vérifierions que le peuple grec n'est pas composé de paresseux et de voleurs selon les images infamantes qu'en donne la presse allemande. Surtout, nous découvrirons ce qu'il en est de la vie quotidienne des classes populaires et moyennes qui voient s'effondrer leur pouvoir d'achat et qui n'ont même plus les

moyens de se soigner. Face à la Troïka (BCE, FMI, Commission) qui impose une politique stupide et meurtrière à un gouvernement totalement discrédité, les Grecs révoltés pourront-ils changer le cours de leur histoire nationale ?

● Mercredi 24 octobre - Ancien élève de l'École normale supérieure, Laurent WETZEL est agrégé d'histoire. Il a été professeur d'histoire, de géographie et d'éducation civique dans plusieurs collèges et lycées franciliens, avant de devenir inspecteur d'académie.

Libéré du devoir de réserve par la retraite, Laurent Wetzel peut dire, en fonction de ses expériences, toute la vérité sur « **Les assassins de l'histoire-géo** », sur ces hauts fonctionnaires et ces responsables de l'Éducation nationale qui ont organisé ou laissé faire, sous couvert d'une langue de bois particulièrement opaque et à l'aide d'outils pédagogiques lacunaires et erronés, la destruction d'une discipline qui est indispensable à la compréhension de l'actualité et à l'exercice raisonné du métier de citoyen. Les assassins de l'histoire-géo n'ont pas terminé leur besogne. Laurent Wetzel nous expliquera pourquoi tout peut encore être sauvé si les professeurs et les parents d'élèves se mobilisent.

● Mercredi 31 octobre et mercredi 7 novembre - pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

**Si vous partagez nos objectifs**

**Adhérez à la NAR !**

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (10 € pour l'année)

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



# Trois exigences

Face à la menace qui pèse sur Florange, Force ouvrière Moselle considère que « *si Monsieur Mittal ne veut plus exploiter les hauts fourneaux, cette activité sidérurgique doit être reprise par l'État et donc nationalisée* ». La proposition est salvatrice. Elle a été rejetée sans la moindre discussion par le gouvernement socialiste, comme si l'idée n'avait pas de sens.

C'est ce gouvernement qui se comporte de manière insensée. Il a perdu le fil de sa tradition politique puisque la nationalisation était conçue par les socialistes comme un instrument décisif de l'action publique. Il se trouve surtout sans méthode ni repères alors que la nation est plongée dans le chaos ultra-libéral.

Confrontés à la concurrence sauvage de puissances étrangères, à l'effondrement des économies du sud de l'Europe, à la rapacité des spéculateurs, aux manœuvres de groupes industriels obsédés par la rentabilité à court terme et indifférents au sort des nations, les dirigeants socialistes brandissent des concepts invalidés par l'expérience historique et la recherche scientifique : le *marché* est une fiction, la *compétitivité* est un mythe (1), les *charges* sont une construction statistique destinée à éviter qu'on raisonne en termes de cotisations sociales et de salaires différés.

Les mesures fiscales, les tentatives de relance industrielle et les questions relatives au financement de la protection sociale se trouvent par conséquent faussées d'entrée de jeu et le gouvernement s'en tient à des mesures ponctuelles qui ne peuvent com-

prendre les effets mortifères du libre échange et de la monnaie unique. Cependant, la nationalisation d'une seule firme ou d'un seul secteur sous la pression des circonstances nous maintiendrait dans le provisoire. D'où la nécessité d'organiser le développement économique et le progrès social selon trois exigences :

**La protection de l'économie** doit être assurée à l'échelle nationale puisque l'organisation de la protection continentale n'est pas possible dans l'immédiat



afin que le développement de l'industrie et la relance de l'activité générale ne soient pas empêchées par les opérations de *dumping* économique et social menées par des puissances étrangères. La maîtrise de la monnaie s'inscrit bien sûr dans cette perspective.

**La planification indicative**, qui permet de concilier l' aventure et le calcul (2), dans un cadre protégé. Les échanges libres de biens et de services sont inscrits dans un projet national qui réduit les aléas et qui est discuté par les syndicats, les organisations professionnelles et diverses associations dans les commissions du plan. Tel est le seul moyen d'assurer, à l'opposé

des fantasmes spontanéistes, la démocratie participative sans porter atteinte au pouvoir du Parlement qui se prononce sur le projet de plan.

**La nationalisation des secteurs stratégiques** assure à la nation la propriété des activités qui lui sont essentielles. Le choix des secteurs qui ne peuvent être vendus à l'étranger, délocalisés ou disloqués doit faire l'objet d'un large débat. Il apparaît aujourd'hui que le contrôle de la sidérurgie est indispensable. L'industrie de l'armement ne doit pas non plus être laissée au secteur privé... Surtout, les scandales qui secouent les banques, les imprudences, les folies et la rapacité des financiers, le poids des groupes de pression bancaires et le fait que certaines banques d'affaires financent des hommes politiques qui deviennent leurs obligés (3) nous conduisent à demander la nationalisation totale du crédit, ce bien public qui doit être strictement contrôlé par l'autorité politique.

La République gaullienne avait largement amorcé ce socialisme démocratique à la française qui n'avait pas trouvé toute sa cohérence en raison des pesanteurs conservatrices que le général de Gaulle n'avait pas pu vaincre. Après 1983, la gauche a largement contribué à dévoyer ce socialisme authentique – que depuis Lionel Jospin elle récuse complètement. Le RPR et l'UMP ayant liquidé l'héritage gaullien, le projet national de redressement est à concevoir dans l'attente d'une recomposition politique.

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) Cf. l'article de Gilles Ardinat : « La compétitivité, un mythe », *Le Monde diplomatique*, n° 703, octobre 2012.

📖 (2) Cf. Pierre Massé, *Le Plan ou l'anti-hasard*, idées NRF, 1965.

📖 (3) Cf. Martine Orange, *Rothschild, une banque au pouvoir*, Albin Michel, 2012.